

**No. 54396\***

---

**Poland  
and  
Switzerland**

**Treaty of conciliation and arbitration between the Republic of Poland and the Swiss Confederation. Warsaw, 20 January 1993**

**Entry into force:** 9 March 1994 by the exchange of the instruments of ratification, in accordance with article 18

**Authentic texts:** *French and Polish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Poland, 31 March 2017*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Pologne  
et  
Suisse**

**Traité de conciliation et d'arbitrage entre la République de Pologne et la Confédération suisse. Varsovie, 20 janvier 1993**

**Entrée en vigueur :** 9 mars 1994 par l'échange des instruments de ratification, conformément à l'article 18

**Textes authentiques :** *français et polonais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Pologne, 31 mars 2017*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

TRAITE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE  
ENTRE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA CONFEDERATION SUISSE

Le Gouvernement de la République de Pologne

et

Le Conseil fédéral suisse,

Désireux de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la République de Pologne et la Confédération suisse et de favoriser, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde, le développement de procédures conduisant au règlement pacifique, juste et équitable de leurs différends,

ont conclu le Traité suivant:

A. NEGOCIATIONS

Article premier

Les Parties Contractantes s'efforcent de régler leurs différends par la négociation. Si celle-ci n'a pas abouti dans l'année qui suit son ouverture, chaque Partie peut soumettre le différend à la procédure de conciliation décrite ci-après.

B. CONCILIATION

Article 2

Tout différend qui n'a pas pu être réglé par la négociation dans le délai spécifié à l'article premier peut être soumis par chaque Partie à la conciliation au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie.

Article 3

La commission de conciliation est ainsi constituée:

a) Dans la notification écrite, faite conformément à l'article 2, la Partie qui déclenche la procédure de conciliation désigne un membre de la commission, qui peut être de ses ressortissants.

b) L'autre Partie désigne un deuxième membre, qui peut être de ses ressortissants, dans les 60 jours à compter de la réception de cette notification.

c) Dans les 90 jours à compter de la désignation prévue à la lettre b, les Parties désignent d'un commun accord un troisième membre, qui présidera la commission.

d) Toute désignation qui n'est pas intervenue dans un délai de 150 jours à compter de la réception de la notification écrite, prévue à l'article 2, est effectuée par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe parmi des ressortissants d'Etats tiers.

e) En cas de décès, de démission ou d'empêchement de l'un des membres de la commission, il doit être immédiatement procédé à son remplacement en suivant la méthode prévue pour sa nomination.

Article 4

Une fois constituée, la commission de conciliation peut recommander aux Parties les mesures conservatoires qu'elle estime appropriées. Les Parties informent promptement la commission des dispositions qu'elles ont pu prendre en vue de l'application de ces mesures.

Article 5

1. La commission de conciliation fixe elle-même son lieu de réunion et sa procédure, après avoir consulté les représentants des Parties. Ce faisant, elle respecte les principes de l'égalité des Parties et du caractère contradictoire de la procédure.

2. La commission peut à tout moment suspendre la procédure de conciliation et inviter les parties à reprendre la négociation en tenant compte, le cas échéant, de ses recommandations.

Article 6

1. Les Parties participent à l'ensemble de la procédure et fournissent à la commission de conciliation les pièces et renseignements requis par elle.

2. Le défaut d'une Partie n'empêche pas la commission de poursuivre ses travaux.

Article 7

1. Dans les six mois qui suivent la clôture de la procédure, la commission de conciliation dresse un rapport confidentiel, assorti de recommandations, qu'elle communique promptement aux Parties.

2. Les Parties font savoir par écrit à la commission, dans les six mois qui suivent la communication du rapport de celle-ci, si elles acceptent ses recommandations. L'acceptation par les Parties des recommandations de la commission vaut accord réglant le différend.

C. ARBITRAGE

Article 8

1. Tout différend qui n'a pas pu être réglé par la procédure de conciliation prévue aux articles 2 à 7 peut être soumis par chaque Partie à la procédure d'arbitrage au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie.

2. Les Parties peuvent toutefois convenir de recourir à la procédure d'arbitrage sans passer par la conciliation.

Article 9

Le tribunal arbitral est constitué de la même manière que la commission de conciliation, selon ce qui est prévu à l'article 3, sauf que les désignations qui ne sont pas intervenues dans le délai spécifié à l'article 3, lettre d, sont effectuées par le Président de la Cour internationale de Justice. Si le Président est empêché d'accomplir cette tâche, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les désignations nécessaires sont faites par le Vice-Président de la Cour. Si, pour ces mêmes raisons, le Vice-Président ne peut procéder aux désignations nécessaires, celles-ci sont effectuées par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant ni de l'une ni de l'autre Partie.

Article 10

Une fois constitué, le tribunal arbitral peut, à la requête d'une Partie ou proprio motu, prescrire les mesures conservatoires qu'il juge appropriées pour préserver les droits respectifs des parties. Celles-ci sont tenues de se conformer à ces mesures de bonne foi.

Article 11

Le tribunal arbitral fixe lui-même son lieu de réunion et sa procédure, après avoir consulté les représentants des Parties. Ce faisant, il respecte les principes de l'égalité des Parties, du caractère contradictoire de la procédure et de la division de celle-ci en une phase écrite et une phase orale.

Article 12

1. Les Parties participent à l'ensemble de la procédure d'arbitrage. L'absence d'une Partie, ou le fait que celle-ci néglige de faire valoir ses moyens, n'empêche pas la continuation de la procédure.

2. Les Parties fournissent au tribunal les pièces et renseignements requis par celui-ci.

Article 13

1. Le tribunal arbitral rend sa sentence à la majorité de ses membres dans les neuf mois qui suivent la clôture de la procédure d'arbitrage.

2. La sentence arbitrale, qui doit être motivée, est fondée sur le droit international. A la demande des deux Parties, le tribunal peut statuer ex aequo et bono.

3. La sentence est immédiatement communiquée aux Parties. Elle est obligatoire et définitive pour celles-ci et doit être exécutée de bonne foi.

4. En cas de contestation ou de doute sur le sens et la portée de la sentence, chaque Partie peut, dans les 90 jours à compter de la communication de celle-ci, demander au tribunal de l'interpréter.

D. DISPOSITIONS GENERALES

Article 14

1. Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas:
  - a) aux différends nés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Traité;
  - b) aux différends que les Parties ont convenu ou conviendront de soumettre à une autre procédure de règlement pacifique.
2. les Parties peuvent convenir à tout moment de déroger aux dispositions du présent Traité lorsqu'il s'agit de régler un différend dans le cadre de ce Traité.

Article 15

En attendant le règlement du différend, les Parties s'abstiennent de tout comportement susceptible d'aggraver la situation et de rendre plus difficile ou d'empêcher le règlement du différend par les moyens prévus dans le présent Traité.

Article 16

La commission de conciliation et le tribunal arbitral prévus dans le présent Traité décident de leur propre compétence.

Article 17

1. Les membres de la commission de conciliation et du tribunal arbitral reçoivent une indemnité arrêtée par les Parties, qui en supportent chacune une part égale.
2. Chaque Partie assume ses propres frais et la moitié de frais encourus par la commission de conciliation ou le tribunal arbitral.

Article 18

1. Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Berne dans le plus bref délai possible.

2. Le Traité entrera en vigueur avec l'échange des instruments de ratification. Il est conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera réputé renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

3. Si une procédure de conciliation ou d'arbitrage est en cours lors de l'expiration du Traité, elle se poursuivra conformément aux dispositions de celui-ci ou de tout accord que les Parties Contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Varsovie, le... *20 janvier 1998* .....,  
en deux exemplaires originaux, en langue française et polonaise,  
les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Pologne:                      Pour le Conseil fédéral suisse:

*Włodzisław Kubiś*                      *Alain Calles*



TRAKTAT KONCYLIACYJNY I ARBITRAŻOWY  
MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A KONFEDERACJĄ SZWAJCARSKĄ

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej  
i  
Szwajcarska Rada Związkowa,

Pragnąc zacieśnić więzy przyjaźni, które istnieją między Rzecząpospolitą Polską i Konfederacją Szwajcarską oraz popierając w interesie pokoju i bezpieczeństwa w Europie i na świecie rozwój procedur zmierzających do pokojowego, słusznego i sprawiedliwego załatwiania sporów między nimi,

zawarły niniejszy Traktat :

A. ROKOWANIA

Artykuł 1

Umawiające się Strony będą starały się załatwiać swe spory w drodze rokowań. Jeśli nie zostanie to osiągnięte w ciągu roku następującego po rozpoczęciu rokowań, każda ze Stron może poddać spór niżej opisanej procedurze koncyliacyjnej.

B.KONCYLIACJA

Artykuł 2

Wszelkie spory, które nie mogą być załatwione za pomocą rokowań w terminie przewidzianym w artykule 1, mogą być poddane koncyliacji przez każdą ze Stron w drodze pisemnej notyfikacji skierowanej do drugiej Strony.

Artykuł 3

Komisja koncyliacyjna będzie utworzona w sposób następujący:

- a) W pisemnej notyfikacji złożonej zgodnie z artykułem 2, Strona, która wszczyna postępowanie koncyliacyjne, wyznacza jednego członka Komisji, który może być jej obywatelem.
- b) Druga strona wyznaczy drugiego członka, który może być jej obywatelem, w ciągu 60 dni licząc od otrzymania pisemnej notyfikacji.
- c) W ciągu 90 dni, licząc od daty nominacji przewidzianej w punkcie "b", Strony uzgodnią i wyznaczą trzeciego członka, który będzie przewodniczącym Komisji.
- d) Wszystkie nominacje, które nie zostały uzgodnione w ciągu 150 dni, licząc od otrzymania pisemnej notyfikacji przewidzianej w artykule 2, będą dokonane przez Sekretarza Generalnego Rady Europy spośród obywateli państw trzecich.
- e) W razie śmierci, rezygnacji lub przeszkody w wykonywaniu funkcji jednego z członków Komisji, musi on zostać niezwłocznie zastąpiony, w ten sam sposób, w jaki został wyznaczony.

Artykuł 4

Komisja koncyliacyjna może zaproponować Stronom środki zabezpieczające, które uzna za właściwe. Strony poinformują niezwłocznie Komisję o krokach podjętych w celu zastosowanie takich środków.

Artykuł 5

1. Komisja koncyliacyjna sama ustala miejsce obrad i swoją procedurę, po konsultacji z przedstawicielami Stron. Komisja przestrzegać będzie zasady równości Stron i kontrydiktoryjnego charakteru postępowania.

2. Komisja może w każdym momencie zawiesić postępowanie i wezwać strony do wznowienia rokowań, biorąc ewentualnie pod uwagę jej zalecenia.

Artykuł 6

1. Strony biorą udział w całym postępowaniu i dostarczają komisji koncyliacyjnej wymagane przez nią dokumenty i informacje.

2. Niestawienie się jednej ze Stron nie wstrzymuje prac Komisji.

Artykuł 7

1. W ciągu sześciu miesięcy, które następują po zamknięciu postępowania, Komisja koncyliacyjna sporządza poufne sprawozdanie zawierające zalecenia, które przekazuje niezwłocznie Stronom.

2. Strony poinformują pisemnie Komisję w ciągu sześciu miesięcy od otrzymania jej sprawozdania, czy akceptują jej zalecenia. Przyjęcie przez Strony zaleceń Komisji oznacza porozumienie dotyczące załatwienia sporu.

## C. ARBITRAŻ

Artykuł 8

1. Każdy spór, który nie mógł być załatwiony na drodze procedury koncyliacyjnej przewidzianej w artykułach od 2 do 7, może być poddany przez każdą ze Stron procedurze arbitrażowej w drodze pisemnej notyfikacji skierowanej do drugiej Strony.
2. Strony mogą jednak uzgodnić zastosowanie procedury arbitrażowej bez stosowania postępowania koncyliacyjnego.

Artykuł 9

Trybunał arbitrażowy tworzy się w ten sam sposób jak Komisję koncyliacyjną, tak jak przewidziano to w artykule 3, przy czym, gdy nominacje nie nastąpiły w terminie określonym w artykule 3 litera "d", są one dokonywane przez Prezesa Międzynarodowego Trybunału Sprawiedliwości. Jeśli Prezes nie będzie w stanie dokonać nominacji lub jest obywatelem jednej ze stron, wymagane nominacje będą dokonane przez Wiceprezesa Międzynarodowego Trybunału Sprawiedliwości. Jeśli z tych samych powodów Wiceprezes nie może dokonać przewidzianych nominacji, dokona ich najstarszy wiekiem członek Międzynarodowego Trybunału Sprawiedliwości, który nie jest obywatelem żadnej ze Stron.

Artykuł 10

Trybunał arbitrażowy może, na wniosek jednej ze Stron lub proprio motu, nakazać środki zabezpieczające, które uzna za stosowne dla ochrony wzajemnych praw Stron. Strony zastosują się do tych środków w dobrej wierze.

Artykuł 11

Trybunał arbitrażowy sam ustala miejsce obrad i swoją procedurę, po konsultacji z przedstawicielami Stron. Trybunał uwzględnia przy tym zasady równości Stron, charakter kontradiktoryjny postępowania oraz jego podział na część pisemną i ustną.

Artykuł 12

1. Strony biorą udział w całym postępowaniu arbitrażowym. Nieobecność jednej ze Stron lub fakt, że nie wykorzystuje ona swoich środków procesowych, nie przeszkadza w kontynuowaniu postępowania.

2. Strony dostarczają Trybunałowi wymagane dokumenty i informacje.

Artykuł 13

1. Trybunał arbitrażowy wydaje orzeczenie większością głosów swoich członków w ciągu dziewięciu miesięcy po zakończeniu postępowania arbitrażowego.

2. Orzeczenie arbitrażowe, które musi zawierać uzasadnienie, opiera się na prawie międzynarodowym. Na wniosek obydwu Stron, Trybunał może rozstrzygnąć spór ex aequo et bono.

3. Orzeczenie jest natychmiast przekazywane Stronom. Jest ono obowiązujące i ostateczne dla Stron i powinno być wykonane w dobrej wierze.

4. W razie zakwestionowania orzeczenia lub wątpliwości w odniesieniu do jego znaczenia i zakresu, każda ze Stron może w ciągu 90 dni, licząc od momentu otrzymania orzeczenia, zażądać od Trybunału jego interpretacji.

D. POSTANOWIENIA OGÓLNE

Artykuł 14

1. Postanowienia niniejszego Traktatu nie mają zastosowania do sporów, które :

a) powstały przed wejściem w życie niniejszego Traktatu;

b) strony zgodziły się lub zgodzą się poddać innej procedurze pokojowego załatwiania sporów.

2. Strony mogą porozumieć się w każdym momencie odnośnie uchylecia pewnych postanowień niniejszego Traktatu, jeśli chodzi o załatwienie sporu w ramach Traktatu.

Artykuł 15

Zanim spór nie zostanie załatwiony, Strony powstrzymają się od wszelkich działań mogących przyczynić się do zaostrzenia sytuacji i utrudnienia bądź uniemożliwienia załatwienia sporu środkami przewidzianymi w niniejszym Traktacie.

Artykuł 16

Komisja koncyliacyjna i Trybunał arbitrażowy, przewidziane w niniejszym Traktacie, decydują o swojej kompetencji.

Artykuł 17

1. Członkowie Komisji koncyliacyjnej i Trybunału arbitrażowego otrzymują wynagrodzenie ustalane przez Strony i wnoszone przez nie w równych częściach.

2. Każda ze Stron ponosi swoje własne koszty oraz połowę kosztów Komisji koncyliacyjnej i Trybunału arbitrażowego.

Artykuł 18

1. Traktat niniejszy podlega ratyfikacji. Dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Bernie w możliwie bliskim terminie.

2. Traktat wejdzie w życie w dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych. Jest on zawarty na okres pięciu lat, licząc od daty jego wejścia w życie. Jeśli nie zostanie wypowiedziany w ciągu sześciu miesięcy przed upływem jego ważności, będzie uważany za przedłużony na następny okres pięciu lat. Zasada ta stosuje się odpowiednio do kolejnych okresów.

3. Jeśli postępowanie arbitrażowe lub koncyliacyjne będzie toczyło się w chwili wygaśnięcia Traktatu, będzie ono kontynuowane zgodnie z jego postanowieniami, bądź też porozumieniem zawartym przez Umawiające się Strony w celu zastąpienia Traktatu.

Na dowód czego pełnomocnicy Stron podpisali niniejszy Traktat.

Sporządzono w Warszawie, dnia *20 stycznia 1993 roku*,  
w dwóch egzemplarzach, każdy w językach polskim i francuskim,  
przy czym obydwie teksty posiadają jednakową moc.

Za Rząd  
Rzeczypospolitej Polskiej



Za Szwajcarską  
Radę Związkową



TR/31032017/I-54396

Job No. 1714611E

Treaty on conciliation and arbitration between the Republic of Poland and the Swiss Confederation

The Government of the Republic of Poland and

The Swiss Federal Council,

Wishing to enhance the existing bonds of friendship between the Republic of Poland and the Swiss Confederation and to promote, in the interest of peace and security in Europe and throughout the world, the development of procedures conducive to the peaceful, just and equitable settlement of their disputes, have concluded the following Treaty:

**A. Negotiations**

Article 1

The Contracting Parties shall endeavour to settle their disputes through negotiation. If a successful outcome has not been reached within a year following the institution of negotiations, either Party may submit the dispute to the conciliation procedure described below.

**B. Conciliation**

Article 2

Any dispute that cannot be settled through negotiation within the time limit specified in article 1 may be submitted by either Party to conciliation by means of a written notification addressed to the other Party.

Article 3

The conciliation commission shall be constituted as follows:

- (a) In the written notification transmitted in accordance with article 2, the Party initiating the conciliation procedure shall appoint a member of the commission, who may be one of its nationals.
- (b) The other Party shall appoint a second member, who may be one of its nationals, within 60 days of the receipt of such notification.
- (c) Within 90 days of the appointment provided in subparagraph (b), the Parties shall, by joint agreement, appoint a third member, who shall chair the commission.



(d) Any appointment that has not been made within 150 days of the receipt of the written notification provided in article 2 shall be made by the Secretary General of the Council of Europe from among the nationals of third States.

(e) In the event of the death, resignation or incapacitation of a member of the commission, the member shall immediately be replaced using the prescribed method for such appointment.

#### Article 4

Once constituted, the conciliation commission may recommend to the Parties any provisional measures that it deems appropriate. The Parties shall promptly inform the commission of the arrangements they have been able to make to give effect to such measures.

#### Article 5

1. The conciliation commission shall itself determine its meeting place and procedure after consulting the representatives of the Parties. In so doing, it shall respect the principles of the equality of the Parties and the adversarial nature of the procedure.

2. The commission may at any time suspend the conciliation procedure and call on the Parties to resume negotiation, bearing in mind, where appropriate, its recommendations.

#### Article 6

1. The Parties shall participate throughout the conciliation procedure and shall provide the conciliation commission with such documents and information as it may request.

2. Default by one Party shall not prevent the commission from continuing its work.

#### Article 7

1. Within the six months following the closure of the procedure, the conciliation commission shall prepare a confidential report, including recommendations, which it shall communicate promptly to the Parties.

2. The Parties shall notify the commission in writing, within six months of the communication of the report, whether they accept its recommendations. Acceptance of the commission's recommendations by the Parties shall be deemed to constitute an agreement settling the dispute.

### **C. Arbitration**

#### Article 8

1. Any dispute that cannot be settled through the conciliation procedure specified in articles 2 through 7 may be submitted by either Party to arbitration by means of a written notification addressed to the other Party.

2. The Parties may nevertheless agree to engage in the arbitration procedure without first going through conciliation.

#### Article 9

---

The arbitral tribunal shall be constituted in the same manner as the conciliation commission, as provided in article 3, except that appointments that have not been made within the time limit specified in article 3 (d) shall be made by the President of the International Court of Justice. If the President is unable to perform that task, or if he is a national of one of the Parties, the necessary appointments shall be made by the Vice-President of the Court. If, for the same reasons, the Vice-President cannot make the necessary appointments, they shall be made by the most senior member of the Court who is not a national of either Party.

Article 10

Once constituted, the arbitral tribunal may, at the request of one of the Parties or *proprio motu*, prescribe any provisional measures that it deems appropriate to preserve the respective rights of the Parties. The latter shall be required to comply with such measures in good faith.

Article 11

The arbitral tribunal shall itself determine its meeting place and procedure, after consulting the representatives of the Parties. In so doing, it shall respect the principles of the equality of the Parties, of the adversarial nature of the procedure and the division of the latter into a written procedure and an oral procedure.

Article 12

1. The Parties shall participate throughout the arbitral procedure. The absence of one Party, or the fact that it fails to present its case, shall not prevent the continuation of the procedure.
2. The Parties shall provide the tribunal with such documents and information as it may request.

Article 13

1. The arbitral tribunal shall make its award by a majority decision within nine months following the closure of the arbitral procedure.
2. The arbitral award, which shall be substantiated, shall be based on international law. At the request of both Parties, the tribunal may make its award *ex aequo et bono*.
3. The award shall be communicated immediately to the Parties. It shall be binding and final for them and must be performed in good faith.
4. In the event of any dispute or doubt as to the meaning and scope of the award, either Party, within 90 days of the communication of the award, may request the tribunal to interpret it.

**D. General Provisions**

Article 14

1. The provisions of this Treaty shall not apply to:

- (a) Disputes arising prior to the entry into force of this Treaty;
- (b) Disputes which the Parties have agreed or shall agree to submit to another procedure of peaceful settlement.

2. The Parties may agree at any time to depart from the provisions of this Treaty with a view to settling a dispute within the framework of the Treaty.

#### Article 15

Pending the settlement of the dispute, the Parties shall refrain from any conduct likely to aggravate the situation and to hinder or prevent the settlement of the dispute by the means provided in this Treaty.

#### Article 16

The conciliation commission and the arbitral tribunal provided in this Treaty shall ascertain their own jurisdiction.

#### Article 17

- 1. The members of the conciliation commission and arbitral tribunal shall receive an allowance, to be fixed by the Parties, who shall cover it in equal proportions.
- 2. Each Party shall cover its own expenses and half the expenses of the conciliation commission or the arbitral tribunal.

#### Article 18

- 1. This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.
- 2. The Treaty shall enter into force upon the exchange of the instruments of ratification. It is concluded for a period of five years from the date of its entry into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.
- 3. If a conciliation or arbitration procedure is in progress at the time of the expiry of the Treaty, such procedure shall continue in accordance with the provisions of the Treaty or of any alternative agreement that may be reached by the Parties.

IN WITNESS WHEREOF, the plenipotentiaries have signed this Treaty.

DONE at Warsaw, on 20 January 1993, in two originals, in the French and Polish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Poland:

For the Swiss Federal Council: